

Overwegende dat het om reden van de huidige overbevolking van de strafinrichtingen strikt noodzakelijk is spoedig nut te kunnen halen uit de verhoging van het opnamevermogen dat zal voortvloeien uit een rationelere aanwending van de lokalen van de instellingen die zullen verenigd worden;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De inrichting voor bedelaars en landlopers te Saint-Hubert en het penitentiaal landbouwcentrum te Saint-Hubert worden verenigd en vormen de inrichting genoemd : « Detentiecentrum te Saint-Hubert ».

Deze inrichting bestaat uit een afdeling bestemd tot bedelaarsgesticht en toevluchtshuis voor de internering van landlopers en mannelijke bedelaars en uit een afdeling bestemd tot de opvang van mannelijke veroordeelden.

**Art. 2.** Opgeheven worden :

1° Het koninklijk besluit van 31 december 1951 houdende oprichting van de rijkslandbouwbedrijven te Saint-Hubert en Ruisselede tot penitentiaire landbouwinstellingen, ter zake van strafinrichting te Saint-Hubert;

2° Het koninklijk besluit van 24 augustus 1971 tot oprichting van een inrichting voor landlopers en bedelaars te Saint-Hubert overeenkomstig de wet van 27 november 1891 ter beteugeling der landloperij en der bedelarij.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

**Art. 4.** Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 maart 1984.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :  
De Minister van Justitie,  
**J. GOL**

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 84 — 761 (84 — 728)

**12 APRIL 1984.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 november 1970 betreffende de organisatie van de rijkswacht. — Erratum

Belgisch Staatsblad nr. 76 van 17 april 1984, bl. 4916 :

Artikel 2 dient gelezen te worden als volgt : « Dit besluit treedt in werking op 16 april 1984 » (en niet : 6 april 1984).

Considérant la nécessité absolue en raison de la surpopulation actuelle des établissements pénitentiaires de pouvoir bénéficier rapidement de l'augmentation de capacité qui résultera d'une utilisation plus rationnelle des locaux des établissements soumis à la fusion;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** L'Établissement pour mendiants et vagabonds de Saint-Hubert et le Centre pénitentiaire agricole de Saint-Hubert sont fusionnés et forment l'établissement dénommé : « Centre de détention de Saint-Hubert ».

Cet établissement comporte une section destinée à servir de dépôt de mendicité et de maison de refuge pour l'internement de vagabonds et mendiants masculins ainsi qu'une section affectée à l'hébergement de condamnés masculins.

**Art. 2.** Sont abrogés :

1° L'arrêté royal du 31 décembre 1951 érigeant les exploitations agricoles de l'État de Saint-Hubert et à Ruisselede en établissements pénitentiaires agricoles, en ce qui concerne l'établissement pénitentiaire de Saint-Hubert;

2° L'arrêté royal du 24 août 1971 portant création d'un établissement pour vagabonds et mendiants à Saint-Hubert, en application de la loi du 27 novembre 1891 pour la répression du vagabondage et de la mendicité.

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 4.** Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 mars 1984.

**BAUDOIN**

Par le Roi :  
Le Ministre de la Justice,  
**J. GOL**

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

F. 84 — 761 (84 — 728)

**12 AVRIL 1984.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 3 novembre 1970 relatif à l'organisation de la gendarmerie. — Erratum

Moniteur belge n° 76, du 17 avril 1984, page 4916 :

L'article 2 doit être lu comme suit : « Le présent arrêté produit ses effets le 16 avril 1984 » (et non : 6 avril 1984).

## EXECUTIEVEN — EXECUTIFS

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 84 — 762

**21 SEPTEMBRE 1983.** — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant le règlement organique de l'École supérieure des arts plastiques et visuels de l'État à Mons

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 3 février 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Sur proposition de notre Ministre de l'Enseignement de la Communauté française et vu la délibération de l'Exécutif en date du 21 septembre 1983,

Arrêtons :

**CHAPITRE 1er.** — Des organes de direction et de l'organe consultatif

**Article 1er.** Les organes de direction de l'École supérieure des arts plastiques et visuels de l'État à Mons, sont :

- le conseil d'administration;
- le directeur.

L'organe consultatif est :

- le conseil pédagogique.

*Section 1er. — Du conseil d'administration*

**Art. 2.** Le conseil d'administration est composé :

- a) du directeur qui assure la présidence;
- b) du vice-président du conseil pédagogique qui assure la vice-présidence;
- c) des quatre membres du personnel enseignant, nommés à titre définitif ou stagiaire, qui représentent le conseil pédagogique et qui sont élus par et parmi les membres de ce conseil;
- d) des quatre membres du personnel enseignant de l'établissement, nommés à titre définitif ou stagiaires, représentant au prorata de leur importance dans l'établissement les organisations syndicales siégeant au Comité de consultation syndicale du département. Ils sont présentés au Ministre de l'Enseignement de la Communauté française ci-après dénommé le Ministre, par les organisations syndicales concernées;
- e) d'un représentant du personnel administratif et d'un représentant du personnel de maîtrise, gens de métier et de service, élus par et parmi les membres de ce personnel, nommés à titre définitif;
- f) de deux représentants des étudiants qui ont accompli avec succès au moins deux années d'études dans l'établissement, élus par l'ensemble des étudiants;
- g) de quatre personnes choisies par le Ministre, sur présentation d'une liste double de personnalités notoirement connues des milieux culturels et artistiques et proposées par moitié par les groupes des membres visés respectivement en c) à f) ci-dessus.

**Art. 3. § 1er.** Les membres du conseil d'administration visés à l'article 2, sub c), d), e) et g) sont nommés par le Ministre pour une durée de quatre ans, renouvelable. Les mandats de ces membres sont renouvelés par moitié tous les deux ans. Lors des premières élections ou désignations au conseil d'administration, la durée du mandat de deux des membres de chacun des groupes visés sub c), d) et g) et d'un des membres du groupe visé sub e), désignés par le sort, sera limitée à deux ans.

§ 2. Les membres du conseil d'administration, visés à l'article 2, sub f), sont nommés pour un mandat de deux ans.

§ 3. Le Ministre fixe la procédure des élections, qui sont obligatoires et ont lieu au scrutin secret. L'administrateur-secrétaire de l'établissement, ou à son défaut, un membre du personnel administratif, assume le secrétariat du conseil d'administration. Il assiste aux réunions avec voix consultative.

**Art. 4.** Tout membre du conseil d'administration qui décède, démissionne ou perd la qualité qui justifiait sa nomination, doit être remplacé. Le remplaçant achève le mandat de son prédécesseur.

S'il s'agit d'un membre appartenant aux groupes c), e) ou f), mentionnés à l'article 2, il sera remplacé par le membre non élu qui avait obtenu le plus grand nombre de voix.

S'il s'agit d'un membre appartenant au groupe d), il sera présenté par son organisation syndicale.

S'il s'agit d'un membre appartenant au groupe g), il sera choisi par le Ministre parmi les candidats figurant sur la liste double.

**Art. 5.** Le conseil d'administration :

- 1° veille à assurer la bonne marche de l'établissement, à garantir les intérêts de l'enseignement y dispensé, à réaliser les objectifs que poursuit l'établissement et à contribuer à son épanouissement;
- 2° fixe son règlement d'ordre intérieur;
- 3° propose au Ministre le règlement d'ordre intérieur de l'établissement, y compris le règlement général de discipline des étudiants ainsi que toute mesure propre à assurer le bon fonctionnement de l'établissement;
- 4° propose au Ministre l'organisation en unités d'études, sections et/ou en services de l'enseignement dispensé;
- 5° répartit entre les unités d'études, sections et/ou services, les emplois dont dispose l'établissement dans chacune des fonctions existantes. Cette répartition est soumise à l'approbation du Ministre;
- 6° soumet au Ministre toutes propositions de créations ou de modifications des charges d'enseignement;
- 7° donne un avis motivé sur les propositions de recrutement, d'admission au stage et de nomination des membres du personnel;
- 8° soumet au Ministre les propositions budgétaires et répartit les crédits accordés entre les unités d'études, sections et/ou services sur avis du conseil pédagogique;
- 9° approuve l'horaire des cours et des examens et fixe, sur avis du conseil pédagogique, les modalités d'évaluation et de délibération; donne un avis motivé sur l'horaire des membres du personnel, élaboré par le directeur;
- 10° propose au Ministre la désignation de conférenciers;
- 11° prononce, en matière disciplinaire, le rappel à l'ordre et la réprimande, nonobstant l'article 123 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant les statuts des membres du personnel directeur et enseignant, des personnels auxiliaires d'éducation, du personnel para-médical des enseignements gardien, primaire, spécial, moyen,

technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel des services d'inspection chargés de la surveillance de l'établissement.

**Art. 6.** Toute décision du conseil d'administration doit être le résultat d'un vote.

Un vote n'est valable que si plus de la moitié des membres sont présents. Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des votes valables; les abstentions ne sont pas des votes valables.

Si une telle majorité ne peut être atteinte après trois votes, répartis sur deux réunions au moins, le directeur prend les mesures provisoires nécessaires et soumet l'affaire au Ministre qui prend la décision.

Cette même procédure est appliquée si la légalité de la décision prise est contestée par le directeur.

Les décisions du conseil d'administration sont rendues publiques ou notifiées aux personnes concernées dans un délai maximum de dix jours. Elles sont transmises en même temps à l'administration compétente.

Dans des circonstances exceptionnelles, le conseil d'administration peut cependant décider, à la majorité des deux tiers des membres qui ont participé à telle décision, de la garder temporairement secrète.

**Art. 7. § 1er.** Le conseil d'administration se réunit chaque mois, sauf pendant le mois d'août. Il peut se réunir en outre à l'initiative de son président chaque fois que les circonstances l'imposent ou à la demande écrite d'un tiers de ses membres.

§ 2. Sauf dans les cas d'urgence, dont la convocation doit faire état, les membres sont convoqués au moins dix jours avant la réunion. Les convocations sont écrites; elles doivent porter la signature du président et du secrétaire et préciser l'ordre du jour de la séance.

§ 3. Les délibérations sont limitées aux points inscrits à l'ordre du jour.

§ 4. Tout membre du conseil d'administration peut demander l'inscription d'un point à l'ordre du jour, pourvu qu'il le fasse au moins quinze jours avant la date de la séance.

**Art. 8.** Les procès-verbaux des délibérations sont envoyés à l'administration dans les dix jours de leur approbation.

Dans les dix jours qui suivent la publication ou la notification d'une décision, toute personne qui se sent lésée par cette décision peut s'adresser au Ministre.

Le Ministre peut annuler toute décision qu'il juge contraire aux lois et règlements, à l'intérêt général ou à l'intérêt de l'établissement.

L'annulation par le Ministre d'une décision prise par le conseil d'administration doit intervenir dans un délai de soixante jours à partir de la date à laquelle l'administration est saisie des procès-verbaux.

Passé ce délai, la décision prise est définitive.

*Section 2. — Du directeur*

**Art. 9. § 1er.** Le directeur est le chef d'établissement; il en assume la direction générale.

Il a, entre autres, les compétences suivantes :

- 1° il représente l'établissement à l'extérieur;
- 2° il est le président du conseil d'administration et du conseil pédagogique;
- 3° il exécute les décisions du Ministre avec qui il correspond au nom du conseil d'administration;
- 4° il inscrit les étudiants au rôle;
- 5° il prend toutes les mesures en vue de garantir la sécurité des personnes et des biens;
- 6° il élabore les horaires de tous les membres du personnel et les soumet, pour avis, au conseil d'administration;
- 7° il contresigne les diplômes et les certificats;
- 8° il prend, si possible, après s'être concerté avec le conseil d'administration, toutes les mesures de gestion qui ne sont pas de la compétence des autres organes;
- 9° il peut assurer une charge d'enseignement.

§ 2. Le vice-président du conseil d'administration préside celui-ci en cas d'absence ou d'empêchement du directeur.

*Section 3. — Du conseil pédagogique*

**Art. 10. § 1er.** Le conseil pédagogique est composé de tous les membres du personnel directeur et enseignant de l'établissement nommés à titre définitif ou stagiaire ainsi que de toute personne ayant une mission d'enseignement d'au moins 90 heures/année dans l'établissement.

§ 2. Le conseil pédagogique charge chaque année un de ses membres du secrétariat.

Le conseil pédagogique est présidé par le directeur ou, en cas d'absence ou d'empêchement, par un vice-président. Le mandat de vice-président est d'une durée de quatre ans; il est conféré à un professeur élu par et parmi les membres du personnel enseignant nommé à titre définitif ou stagiaire. Un délai de quatre ans doit s'écouler avant que le mandat de vice-président puisse être renouvelé et conféré au même professeur.

**Art. 11.** Le conseil pédagogique :

- 1° élit son vice-président;
- 2° fixe son règlement d'ordre intérieur qui précisera notamment les missions du président et du vice-président;
- 3° fait au conseil d'administration toute proposition relative aux études, aux examens, et en ordre général, à l'organisation pédagogique de l'établissement;
- 4° donne son avis au conseil d'administration :
  - sur les vacances d'emplois, les modifications d'attributions, la désignation, l'admission au stage et la nomination du personnel directeur et enseignant;
  - sur les propositions budgétaires et la répartition des crédits accordés entre les unités d'études, sections et/ou services;
  - sur l'horaire des cours et des examens et sur les modalités de délibération;
- 5° est consulté par le conseil d'administration chaque fois que les besoins de l'enseignement et les intérêts de l'établissement l'exigent.

**Art. 12.** Toute décision du conseil pédagogique doit être le résultat d'un vote. Ne participent pas au vote, les membres du personnel qui ont un intérêt personnel quelconque dans les matières soumises au vote. Seuls les membres du personnel nommés à titre définitif ont droit de vote à propos des matières visées à l'article 11, 4°.

Un vote n'est valable que si plus de la moitié des membres ayant droit de vote y participent. Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des votes valables; les abstentions ne sont pas de votes valables.

Si une telle majorité ne peut être atteinte après trois votes, l'affaire est soumise au conseil d'administration.

Le conseil pédagogique peut se constituer en sections regroupant le personnel ayant charge d'enseignement au sein d'une ou plusieurs sections ou unités d'études.

Les délibérations de ces sections n'ont pas le caractère de décision au sens du présent article.

#### CHAPITRE II. — Des étudiants

**Art. 13.** Aucun étudiant ne peut être admis à l'École supérieure des arts plastiques et visuels de l'Etat à Mons s'il ne satisfait aux conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires en la matière.

L'étudiant qui a été exclu, par mesure disciplinaire, d'un autre établissement d'enseignement artistique supérieur du 3<sup>e</sup> degré peut être refusé par le conseil d'administration.

Une exclusion générale prononcée par le Ministre vaut pour tous les établissements d'enseignement artistique supérieur de l'Etat du 3<sup>e</sup> degré.

**Art. 14.** Chaque étudiant doit se faire inscrire chaque année au registre matricule. Les droits d'inscription sont fixés par l'Exécutif de la Communauté française sur proposition du Ministre.

Un étudiant est tenu de suivre régulièrement le programme de l'année d'études où il est inscrit.

Sur proposition du conseil pédagogique, le directeur peut interdire à l'étudiant qui n'a pas suivi régulièrement le programme, de se présenter aux examens.

Le règlement d'ordre intérieur de l'établissement précise les conditions d'admissibilité aux examens.

**Art. 15.** Par dérogation à l'article 14, le conseil d'administration peut accorder à un étudiant libre l'autorisation de suivre un ou plusieurs cours, sans qu'il soit inscrit pour une année d'études complète.

Un étudiant libre ne doit pas nécessairement satisfaire aux conditions d'admission visées à l'article 13; il ne peut obtenir qu'un certificat de fréquentation mentionnant éventuellement les résultats obtenus aux examens. Il doit payer un droit d'inscription. Il n'entre pas en ligne de compte pour le calcul de l'encadrement.

**Art. 16.** Un étudiant peut se voir appliquer les sanctions disciplinaires suivantes :

- 1° le rappel à l'ordre;
- 2° la réprimande;
- 3° la suspension pour un mois maximum;
- 4° l'exclusion de l'établissement;
- 5° l'exclusion générale.

Le rappel à l'ordre est prononcé par le directeur de l'établissement; la réprimande et la suspension pour un mois maximum par le conseil d'administration; les autres peines, par le Ministre, sur proposition du conseil d'administration.

Excepté pour le rappel à l'ordre, l'étudiant doit être entendu par le conseil d'administration avant qu'une peine ne soit prononcée; il peut se faire assister par un défenseur de son choix. Le prononcé doit être motivé.

#### CHAPITRE III

##### Dispositions transitoires et finales

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. Si le nombre de membres du personnel nommés à titre définitif ou stagiaire ne permet pas de confier tous les mandats visés à l'article 2, c), d) et e), ceux qui ne peuvent être confiés à des membres du personnel satisfaisant à la condition fixée, peuvent l'être à des membres du personnel non nommés à titre définitif ou stagiaire.

§ 2. Aussi longtemps que le conseil d'administration n'a pas été constitué, ses compétences sont assumées par le directeur.

**Art. 18.** L'arrêté royal du 11 septembre 1978 instituant une Commission de surveillance auprès de l'École supérieure des arts plastiques et visuels de l'Etat à Mons est abrogé.

**Art. 19.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> septembre 1983.

**Art. 20.** Le Ministre de l'Enseignement de la Communauté française est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 septembre 1983.

Pour l'Exécutif de la Communauté française,

Le Ministre de l'Enseignement de la Communauté française de Belgique,

R. URBAIN

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 84 — 762

21 SEPTEMBER 1983. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van het organiek reglement van de Hogere Rijkschool voor plastische en visuele kunsten te Bergen (Mons)

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Besluiten :

#### HOOFDSTUK I

##### Bestuursorganen en adviesorganen

**Artikel 1.** De bestuursorganen van de Hogere Rijkschool voor plastische en visuele kunsten te Bergen (Mons) zijn :

- de raad van beheer;
- de directeur.

Het adviesorgaan is :

- de pedagogische Raad.

Gelet op het besluit van de Executieve van 3 februari 1982 tot regeling van de ondertekening der akten van de Executieve;

Op de voordracht van Onze Minister van Onderwijs van de Franse Gemeenschap en gelet op de beraadslaging van de Executieve d.d. 21 september 1983,

*Sectie 1. — De Raad van beheer*

**Art 2.** De raad van beheer is samengesteld uit :

- a) de directeur die het voorzitterschap waarneemt;
- b) de ondervoorzitter van de pedagogische raad die het ondervoorzitterschap waarneemt;
- c) de vier vastbenoemde of stagedoende leden van het onderwijzend personeel die de pedagogische raad vertegenwoordigen en die verkozen worden door en onder de leden van deze raad;
- d) de vier vastbenoemde of stagedoende leden van het onderwijzend personeel van de instelling die naar rato van hun belangrijkheid in de instelling, de vakverenigingen die in de Syndicale Raad van advies zetelen, vertegenwoordigen. Zij worden aan de Minister van Onderwijs van de Franse Gemeenschap, hieronder de Minister genoemd door de betrokken vakverenigingen voorgedragen;
- e) een vertegenwoordiger van het administratieve personeel en een vertegenwoordiger van het meesters-, vak- en dienstpersoneel, verkozen door en onder de vastbenoemde leden van dit personeel;
- f) twee vertegenwoordigers van de studenten die met succes minstens twee jaar in de instelling beëindigd hebben, verkozen door de hele studentengroep;
- g) vier personen die door de Minister uit een hem voorgelegde lijst van vooraanstaande personen uit de culturele en artistieke kringen gekozen worden en voor de helft door de groepen van de hierboven respectievelijk onder c) tot f) vermelde leden voorgedragen worden.

**Art. 3. § 1.** De bij artikel 2, c), d), e) en g) hierboven bedoelde leden van de raad van beheer worden door de Minister voor een vernieuwbare duur van vier jaar benoemd. De mandaten van deze leden worden voor de helft om de twee jaar vernieuwd. Bij de eerste verkiezingen voor of aanwijzingen in de raad van beheer zal de duur van het mandaat van twee leden van elke van de hierboven onder c), d) en g) bedoelde groepen en van één lid van de hierboven onder e) bedoelde groep die door het lot aangewezen worden, tot twee beperkt blijven.

§ 2. De hierboven bij artikel 2, f), bedoelde leden van de raad van beheer, worden voor een mandaat van twee jaar benoemd.

§ 3. De Minister bepaalt de verkiezingsprocedure, die verplicht is en bij geheime stemming plaatsgrijpt. De administrateur-secretaris van de instelling, of bij ontstentenis, een lid van het administratief personeel, neemt het secretariaat van de raad van beheer waar. Hij woont de vergadering met raadgevende stem bij.

**Art. 4.** Elk lid van de raad van beheer die overlijdt, ontslag neemt of zijn hoedanigheid verliest die zijn benoeming wettigde, moet worden vervangen. De plaatsvervanger voleindigt het mandaat van zijn voorganger.

Indien het een lid betreft dat tot de groepen c), e) of f) vermeld bij artikel 2 behoort zal hij vervangen worden door een niet-verkozen lid dat het grootste aantal stemmen had bekomen.

Indien het een lid betreft dat tot groep d) behoort zal hij door zijn vakvereniging worden voorgedragen.

Indien het een lid betreft dat tot groep g) behoort zal hij door de Minister worden gekozen onder de kandidaten die op de dubbele lijst voorkomen.

**Art. 5.** De raad van beheer :

1° zorgt voor de goede werking van de instelling, voor het vrijwaren van de belangen van het aldaar gegeven onderwijs, voor de verwezenlijking van de door de instelling nagestreefde doeleinden en hij draagt tot de ontwikkeling ervan bij;

2° bepaalt zijn huishoudelijk reglement;

3° legt aan de Minister het huishoudelijk reglement van de instelling voor met inbegrip van het algemeen tuchreglement voor de studenten evenals als maatregel die tot de goede werking van de instelling kan bijdragen;

4° stelt aan de Minister de organisatie in studie-eenheden, secties en/of diensten van het gegeven onderwijs voor;

5° verdeelt onder de studie-eenheden, secties en/of diensten, de betrekkingen waarover de instelling beschikt in elke van de bestaande functies. Deze verdeling wordt aan de Minister ter goedkeuring voorgelegd;

6° legt aan de Minister al de voorstellen voor tot oprichting of wijziging van de leeropdrachten;

7° geeft een met redenen omkleed advies betreffende de voorstellen tot aanwerving, toelating tot de stage en benoeming van de personeelsleden;

8° legt aan de Minister de begrotingsvoorstellen voor en verdeelt de toegestane kredieten onder de studie-eenheden, secties en/of diensten op het advies van de pedagogisch raad;

9° keurt de les- en examenrooster goed en bepaalt, op het advies aan de pedagogische raad, de wijze van evaluatie en beraadslaging, geeft een met redenen omkleed advies over de uurrooster van de personeelsleden dat door de directeur uitgewerkt is;

10° stelt aan de Minister de aanwijzing van de voordrachtgevers voor;

11° spreekt in tuchtzaken, de terechtwijzing en de berisping uit, onverminderd artikel 123 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel voor het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaal onderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze instellingen afhangen en van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen.

**Art. 6.** Elke beslissing van de raad van beheer moet uit een stemming voortvloeien.

Een stemming is slechts geldig indien meer dan de helft van de leden aanwezig zijn. De beslissingen worden genomen bij meerderheid van twee derde van de geldige stemmen, onthoudingen zijn geen geldige stemmen.

Indien zulke meerderheid niet kan bereikt worden na drie stembeurten, verdeeld over minstens twee vergaderingen, dan treft de directeur de nodige voorlopige maatregelen en legt de zaak aan de Minister voor die de beslissing neemt.

Dezelfde procedure wordt toegepast indien de wettelijkheid van de getroffen beslissing door de directeur wordt betwist.

De beslissingen van de raad van beheer worden openbaar gemaakt of aan de betrokken personen medegedeeld binnen een maximale termijn van tien dagen. Zij worden tegelijkertijd aan het bevoegde bestuur medegedeeld.

In uitzonderlijke omstandigheden, mag de raad van beheer nochtans beslissen, bij meerderheid van twee derden van de leden die aan zulke beslissing hebben deelgenomen, ze voorlopig geheim te houden.

**Art. 7. § 1.** De raad van beheer vergadert elke maand, behalve tijdens de maand augustus. Daarenboven mag hij op initiatief van zijn voorzitter vergaderen telkens als de omstandigheden zulks vereisen of op schriftelijk verzoek van één derde van zijn leden.

§ 2. Behalve in gevallen van dringende noodzakelijkheid die in de oproepingsbrief moeten vermeld worden, worden de leden minstens tien dagen vóór de vergadering opgeroepen. De oproepingen zijn schriftelijk; zij moeten ondertekend zijn door de voorzitter en de secretaris en de dagorde van de vergadering bepalen.

§ 3. De beraadslagingen worden tot de in de dagorde opgenomen punten beperkt.

§ 4. Elk lid van de raad van beheer mag het opnemen van een punt in de dagorde aanvragen, op de voorwaarde dat, dit minstens vijftien dagen vóór de vergadering gebeurt.

**Art. 8.** De notulen van de beraadslagingen worden aan de administratie binnen tien dagen na hun goedkeuring opgezonden.

Binnen tien dagen na de bekendmaking of de mededeling van een beslissing, mag de persoon die zich benadeeld voelt door deze beslissing zich tot de Minister richten.

De Minister mag en het algemeen belang of in het belang van de instelling elke beslissing die volgens hem strijdig is met de wetten en reglementen, nietig verklaren.

De nietigverklaring door de Minister van een beslissing genomen door de raad van beheer, moet binnen een termijn van zestig dagen geschieden met ingang voor de datum waarop de administratie in het bezit van de notulen is gesteld.

Wanneer deze termijn verstreken is, wordt de genomen beslissing definitief.

*Sectie 2. — De directeur*

**Art. 9.** De directeur is het hoofd van de instelling; hij neemt er de algemene directie van waar.

Hij heeft onder andere volgende bevoegdheden :

1° hij vertegenwoordigt de instelling buitenaf;

2° hij is voorzitter van de raad van beheer en van de pedagogische raad;

3° hij voert de beslissingen van de Minister uit met wie hij in verbinding staat in naam van de raad van beheer;

4° hij neemt de studenten op in de taalrol;

5° hij treft alle maatregelen ten einde de veiligheid van de personen en goederen te vrijwaren;

6° hij legt de uurroosters van alle personeelsleden vast en legt ze voor advies aan de raad van beheer voor;

7° hij ondertekent de diploma's en getuigschriften mede;

8° hij treft, indien het mogelijk is, na overleg met de raad van beheer, alle beheersmaatregelen die niet tot de bevoegdheid van de andere organen behoren;

9° hij mag een leeropdracht volbrengen.

§ 2. De ondervoorzitter van de raad van beheer neemt er het voorzitterschap van waar bij afwezigheid of verhindering van de directeur.

## Sectie 3. — De pedagogische raad

**Art. 10. § 1.** De pedagogische raad is samengesteld uit alle vastbenoemde of stagedoende leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van de instelling, alsook uit gelijk welke persoon belast met een leeropdracht van minstens 90 uur per jaar in de instelling.

§ 2. De pedagogische raad belast ieder jaar één van zijn leden met het secretariaat.

De pedagogische raad wordt voorgezeten door de directeur of, bij afwezigheid of verhinderd door een ondervoorzitter. Het mandaat van ondervoorzitter loopt over vier jaar, het wordt toegekend aan een professor die verkozen wordt door en onder de vastbenoemde of stagedoende leden van het onderwijzend personeel.

Een termijn van vier jaar moet verstrijken alvorens het mandaat van ondervoorzitter mag vernieuwd worden en aan dezelfde professor toegekend worden.

**Art. 11. De pedagogische raad :**

1° verkiest zijn ondervoorzitter;

2° bepaalt zijn huishoudelijk reglement dat onder meer de opdrachten van voorzitter en van ondervoorzitter zal verduidelijken;

3° legt aan de raad van beheer ieder voorstel voor betreffende de studies, de examens, en in het algemeen de pedagogische organisatie van de instelling;

4° geeft zijn advies aan de raad van beheer over de vacante betrekking, de wijzigingen van de bevoegdheden, de aanwijziging, de toelating tot de stage en de benoeming van het bestuurs- en onderwijzend personeel :

— over de begrotingsvoorstellen en de verdeling van de toegekende kredieten tussen de studie-eenheden, de secties en/of de diensten;

— over het les- en examenrooster en over de wijze van beraadslaging;

5° wordt door de raad van beheer geraadpleegd telkens als, het belang van het onderwijs en van de instelling zulks vereist.

**Art. 12.** Elke beslissing van de pedagogische raad moet uit een stemming voortvloeien. Nemen niet aan de stemming deel de personeelsleden die gelijk welk persoonlijk belang hebben in de kwesties waarvoor gestemd wordt. Slechts de vastbenoemde personeelsleden hebben stemrecht aangaande de materies bedoeld in artikel 11, 4°.

Een stemming is slechts geldig indien meer dan de helft van de stemgerechtigde leden eraan deelnemen. De beslissingen worden bij een meerderheid van twee derden van de geldige stemmen genomen; de ontbindingen zijn geen geldige stemmen.

Indien zulke meerderheid niet kan bereikt worden na drie stemmingen, wordt de zaak aan de raad van beheer voorgelegd.

De pedagogische raad kan samengesteld worden uit secties die de personeelsleden, belast met een opdracht binnen één of verschillende afdelingen of studie-eenheden, groepen.

De deliberaties van die secties mogen niet beschouwd worden als een beslissing in de zin van dit artikel.

## HOOFDSTUK II. — De studenten

**Art. 13.** Geen enkele student mag tot de Hogere Rijksschool voor plastische en visuele kunsten te Bergen (Mons) toegelaten worden indien hij niet voldoet aan de voorwaarden zoals bepaald in de wettelijke en reglementaire voorschriften terzake.

De student die ten gevolge van een tuchtmaatregel, uit een andere instelling voor hoger kunstonderwijs van de derde graad uitgesloten werd, kan door de raad van beheer afgewezen worden.

Een algemene uitsluiting uitgesproken door de Minister geldt voor alle rijksinstellingen voor hoger kunstonderwijs van de derde graad.

**Art. 14.** Iedere student moet zich ieder jaar laten inschrijven in het naamregister. De inschrijvingskosten worden door de Executieve van de Franse Gemeenschap bepaald op de voordracht van de Minister.

Een student wordt ertoe verplicht regelmatig het programma van het studiejaar te volgen, waarvoor hij is ingeschreven.

De directeur mag, op de voordracht van de pedagogische raad, de student die het programma niet regelmatig gevolgd heeft, verbieden zich te melden voor de examens.

Het huishoudelijk reglement van de instelling bepaalt de toelatingsvoorwaarden tot de examens.

**Art. 15.** In afwijking van artikel 14, mag de raad van beheer een vrije student toelating verlenen om één of verschillende cursussen te volgen, ofschoon hij zich niet voor een volledig studiejaar ingeschreven heeft.

Een vrije student moet niet noodzakelijk voldoen aan de toelatingsvoorwaarden bedoeld bij artikel 13; hij kan slechts een studiebewijs bekomen met eventuele vermelding van de bekomen uitslagen van de examens. Hij moet inschrijvingsgeld betalen. Hij komt niet in aanmerking voor de berekening van de bezetting.

**Art. 16.** Volgende tuchtmaatregelen kunnen op een student toegepast worden :

1° de terechtwijziging;

2° de berisping;

3° de schorsing voor maximum één maand;

4° de uitsluiting uit de instelling;

5° de algemene uitsluiting.

De terechtwijziging wordt door de directeur van de instelling uitgesproken; de berisping en de schorsing voor maximum één maand door de raad van beheer, de andere straffen, door de Minister op de voordracht van de raad van beheer.

Met uitzondering van de terechtwijziging moet de student gehoord worden door de raad van beheer vooraleer een straf uitgesproken wordt; hij mag bijgestaan worden door een verdediger naar zijn keuze. De uitspraak moet gemotiveerd zijn.

## HOOFDSTUK III. — Overgangs- en slotbepalingen

**Art. 17. § 1.** Indien het aantal vastbenoemde of stagedoende personeelsleden, het niet mogelijk maakt alle mandaten bedoeld in artikel 2, c), d) en e) toe te kennen, kunnen de mandaten die niet kunnen toegekend worden aan personeelsleden, die aan de bepaalde voorwaarde voldoen aan niet vastbenoemde of stagedoende personeelsleden verleend worden.

§ 2. Zolang de raad van beheer niet samengesteld is, worden de bevoegdheden ervan door de directeur uitgeoefend.

**Art. 18.** Het koninklijk besluit van 11 september 1978 houdende oprichting van een Commissie van Toezicht bij de Hogere Rijksschool voor plastische en visuele kunsten te Bergen (Mons) wordt ingetrokken.

**Art. 19.** Dit besluit heeft uitwerking op 1 september 1983.

**Art. 20.** De Minister van Onderwijs van de Franse Gemeenschap is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 21 september 1983.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap,

De Minister van Onderwijs van de Franse Gemeenschap van België,

R. URBAIN